



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 425 du 20 mars 2026

Une fraction du monde du travail et de la jeunesse vote révolutionnaire contre la guerre, le militarisme et le capitalisme ; un réel courant qui a besoin de se constituer en parti

Si les municipales ont sans surprise été marquées par une abstention record, hors période Covid, expression de la défiance grandissante vis-à-vis des institutions même locales, une fraction minoritaire mais non négligeable du monde du travail s'est emparée des candidatures révolutionnaires pour faire entendre la contestation du capitalisme qui plonge le monde dans le chaos, malgré les divisions et rivalités entre Lutte ouvrière, le NPA-Révolutionnaires, Révolution permanente ou le Parti des travailleurs, qui se présentaient parfois en concurrence sans aucune concertation.

Ces listes construites et animées par des collectifs de travailleur-es avec ou sans emploi, des jeunes étudiant-es ou précaires, des retraité-es ont affirmé le refus de la guerre, du militarisme, la nécessité que les travailleur-es, cell-eux qui font tourner la société, postulent à la prendre en main et la diriger. Toutes reprenaient ou déclinaient le slogan des manifestations « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !* ».

Au total, les révolutionnaires ont rassemblé 117 038 voix dont 74 600 pour LO, qui présentait 266 listes (24 élu-es), 18 445 pour le NPA-R avec 29 listes (1 élue dans la banlieue rouennaise), 12 382 pour RP avec 9 listes (2 élu-es à Saint-Denis) et 11 531 pour le PT pour 59 listes. Si les résultats sont modestes, à part dans de petites villes ouvrières où ces listes étaient la seule opposition (jusqu'à plus de 20 % pour LO) et dans des banlieues populaires, elles ont permis l'expression d'un courant bien réel dans le pays qui ne se résigne pas à l'air ambiant, au rouleau compresseur réactionnaire qui vise à écraser toutes celles et ceux qui résistent. Un courant qui affirme la solidarité internationaliste des exploité-es, qui s'oppose au consensus militariste, guerrier, nationaliste et qui porte la perspective d'une société débarrassée des oppressions et de l'exploitation, reposant sur la solidarité et l'entraide, une société socialiste, communiste. Un avenir qui dépend de nous, de notre capacité à dépasser les divisions pour unir nos forces, du rassemblement démocratique du monde du travail et de la jeunesse pour contester le pouvoir à l'ultra-minorité parasite.

Dans ce contexte où la rupture du monde du travail avec les partis et manœuvres parlementaires s'approfondit,

c'est un acquis important alors que l'offensive réactionnaire, la banalisation du racisme, du nationalisme, de la xénophobie battent leur plein sur fond d'intensification de la guerre.

Mondialisation de la guerre, offensive capitaliste contre les travailleur-es et les peuples, menace de l'extrême-droite et nouvel épisode de la mascarade politicienne

La guerre au Moyen-Orient, menée conjointement par les USA et Israël avec le soutien des puissances européennes pour le maintien de la domination occidentale sur le monde, crée une situation dramatique pour les peuples, les travailleur-es, les femmes, la jeunesse du Moyen-Orient. Un déluge de feu s'abat sur l'Iran et le Liban où Israël, après le génocide à Gaza, l'occupation et les massacres en Cisjordanie, a annoncé avoir commencé « *les opérations terrestres* » et l'occupation du Sud Liban, y faisant près de 1000 morts en moins de trois semaines dont de très nombreux enfants et contraignant des centaines de milliers de personnes à fuir.

Cette guerre, dont personne ne peut prévoir les développements alors que celle d'Ukraine s'enlise depuis quatre ans après avoir fait deux millions de morts, entraîne le monde dans le chaos. Elle accélère la crise globale du capitalisme dont elle est le fruit, elle exacerbe les tensions et rivalités internationales, menace d'un emballement de la crise économique, de l'imminence d'un krach financier, accélère de façon dramatique la crise environnementale.

Alors que les attaques des deux camps contre les infrastructures pétro-gazières de la région font flamber les prix du pétrole et du gaz, que le détroit d'Ormuz est toujours bloqué et que les opinions publiques sont hostiles à la guerre, l'inquiétude se fait entendre au sein même des classes dominantes et de leurs gouvernements. Le chef du contre-terrorisme américain a ainsi démissionné, soutenu par la Directrice du renseignement national, accusant Trump de mensonges.

Par-delà les postures du gouvernement, l'Etat français est partie prenante de la guerre, à sa mesure, pour tenter d'y défendre les intérêts de ses multinationales. Il y a

envoyé son « fleuron » le porte-avions Charles de Gaulle renforcer la présence militaire française dans le Proche et Moyen-Orient. Macron, qui vient d'annoncer la construction d'un nouveau porte-avion baptisé « France Libre »... a réaffirmé avec des accents gaulliens la nécessité que l'armée française soit « là où la défense des intérêts de la France l'exige partout dans le monde » dans les « nouveaux lieux de conflictualité [qui seront] année après année encore davantage, à coup sûr. Les derniers jours l'ont confirmé et l'avenir le confirmera encore ».

C'est dans ce contexte que se déroulent la mascarade politicienne et les tentatives de recompositions. Bien loin du côté « local » affiché, l'enjeu est de sélectionner, au milieu de rivalités à géométrie variable, ceux et celles qui répondront au mieux aux besoins des classes dominantes alors que les partis du bloc central s'effondrent et que tous les états-majors ont les yeux rivés sur la présidentielle. L'extrême-droite et ses différents rivaux y postulent plus que jamais, comme dans toute l'Europe, tentant tous, de Knafo à Bardella, de se donner un profil respectable et d'instrumentaliser le désarroi des classes populaires, le rejet du macronisme et des reniements de la gauche.

Effondrement du macronisme, déroute de ses alliés LR et PS et accélération de l'union des droites et extrêmes-droites

Le RN, qui à travers les municipales entend préserver son implantation locale, a réussi à conforter ses bastions et à gagner quelques communes avec aussi quelques déconvenues dans les grandes villes. La menace n'en est pas moins inscrite dans l'évolution de la crise de domination du capitalisme et le choix de la bourgeoisie de confier son sort au bloc réactionnaire dont le poids ne cesse de grandir. L'épisode de l'hommage national à un néonazi nostalgique du fascisme, antisémite, misogyne, avec l'Assemblée nationale debout à la demande de Ciotti, la violente campagne anti-LFI et contre « l'extrême-gauche » menée par un front allant de Knafo-Zemmour et Bardella-Le Pen à Hollande, Glucksman et la prétendue « gauche républicaine » attestent du climat délétère, de la trouille et de la haine des classes dominantes et de leur personnel vis-à-vis de ceux qui relèvent la tête et refusent de se taire.

Les clarifications sont à l'œuvre, les partis macronistes et associés tentent de survivre au gré d'unions à géométrie variable tandis que les extrêmes-droites jouent aux faiseurs de rois. Le prétendu Front républicain et ses discours indignés sont un lointain souvenir. La campagne accélère l'union des droites et extrêmes-droites. Au premier tour, 45 des têtes de listes d'extrême-droite étaient candidat·es sur des listes de droite en 2020. Cette semaine, alors que Ciotti à Nice a mis dans les cordes le LR Estrosi, lâché par Retailleau, ailleurs fleurissent désistements et appels au vote du RN ou de Reconquête pour des candidats LR, voire Horizons. A Paris, Knafo s'est désistée pour Dati, qui a reçu le soutien du RN. Bardella annonçait la couleur avant le 1^{er} tour : « S'il y a possibilité de l'emporter, ou éventuellement de faire barrage à des candidats incendiaires de

La France insoumise, je dis : travaillons ensemble sur un projet d'intérêt commun »...

La gauche dans tous ses états, LFI de la dénonciation des « traîtres » au « front antifasciste » et aux fusions

Le PS, sauveur de Lecornu et de son budget, s'est fait le meilleur pourfendeur de « LFI et l'extrême-gauche » jusqu'au premier tour. Sa piteuse posture dimanche soir, alors que LFI a bénéficié d'un soutien face à la campagne pourrie à son encontre, nombre d'électeur·trices s'emparant de ses candidat·es pour affirmer leur rupture avec les politiciens, a quelque peu bougé les choses : les déclarations indignées ont laissé place aux tractations tous azimuts dans nombre de villes.

LFI, qui avait fait de ces élections un enjeu d'implantation institutionnelle dans les principales villes du pays, a engrangé quelques succès. La victoire au premier tour de la liste menée par Bally Bagayoko à Saint-Denis, plus grande ville d'Île-de-France après Paris, envoyant le sortant PS dans les cordes grâce à la mobilisation des quartiers populaires et des jeunes, est un symbole. Elle ne peut que souligner le décalage entre les aspirations des classes populaires et l'impasse institutionnelle. Une nouvelle élue expliquait le soir du 1^{er} tour : « Vu l'ampleur des transformations qu'il y a à faire, les outils municipaux ne suffiront pas. On n'a pas le budget de Levallois et beaucoup de gens seront contre nous. Il faudra trouver toutes les marges de manœuvre et, pour ça, on devra impliquer les habitants comme on l'a fait pendant cette campagne. Face à la fascisation de la société, face au racisme, à nous de nous battre pour faire un vrai laboratoire de ce qu'est une ville fraternelle ». Sauf qu'il ne peut y avoir aucun espace pour un tel « laboratoire » face « aux gens contre nous », les banques, les classes dominantes et leur Etat. Localement comme nationalement, les besoins de la population, des travailleurs exigent de remettre en cause le pouvoir de la finance et de la propriété capitaliste.

Le « front antifasciste », un front de lutte de classe ou de luttes parlementaires impuissant

Mais pour Bompard, député et coordinateur de LFI, « L'heure est désormais à la responsabilité. C'est pourquoi nous tendons la main pour permettre la constitution d'un front antifasciste de second tour ». Exit les dénonciations du PS « traître du NFP », place aux fusions comme à Toulouse, Lyon, Limoges ... ou au désistement comme à Marseille.

Car si dans la campagne LFI a contesté la marche à la guerre, le soutien du PS à Macron et au militarisme, elle reste dépendante du reste de la gauche et de la tambouille électorale pour son objectif de « conquête » des institutions, n'ayant d'autre perspective à offrir à la révolte et aux aspirations du monde du travail et de la jeunesse que les joutes parlementaires impuissantes.

Il ne peut y avoir quelque front ou digue « antifascistes » dans les élections, les conseils municipaux ou au Parle-

ment. La lutte contre l'extrême-droite est une lutte de classe qui pose la question de la domination d'une infime minorité parasite qui ne peut se maintenir qu'en tentant de mettre au pas le prolétariat et les classes populaires. Son échec face à la décadence brutale de son propre système, le capitalisme, sape sa domination, ruine ses institutions et transforme les consciences de la jeunesse et du monde du travail.

Par-delà les divergences et les rivalités, une même campagne révolutionnaire ou le nécessaire front démocratique des révolutionnaires

Les campagnes des révolutionnaires n'en ont au final fait qu'une, une campagne internationaliste, contre la guerre, portant la voix des exploités et des opprimés. Autour de chaque liste, des dizaines de travailleur-es, de jeunes, de militant-es syndicaux-ales, associatif-ves, issu-es de collectifs divers ou non organisés se sont regroupés pour faire de la politique, débattent, s'organisent pour intervenir, posant la question du pouvoir, de la lutte contre l'extrême-droite, de la révolution. La relative facilité avec laquelle ces listes ont été constituées témoigne d'une réceptivité à nos idées, d'un besoin et de possibilités qui sont le fruit des évolutions de consciences davantage que du volontarisme militant aussi nécessaire soit-il.

Cette dynamique, portée par des équipes souvent jeunes, bouscule de fait le sectarisme et les rivalités d'organisations qui défendent pour l'essentiel une même orientation tout en assurant chacune posséder la ligne juste, la vérité, la méthode pour construire « *le parti communiste révolutionnaire* ».

La lutte pour changer le monde est indissociable de la lutte pour faire vivre la démocratie

Ces divisions entrent en contradiction avec les besoins de la révolte au sein du monde du travail et de la jeunesse, de la rupture ou de la défiance vis-à-vis des appareils bureaucratiques qui se sont exprimées dans ces élections. Il y a une attente et une recherche qui dépassent les capacités et compétences de chaque organisation révolutionnaire dont aucune n'ose proposer une démarche unitaire et démocratique à l'ensemble des organisations et à celles et ceux qui regardent vers nos idées. Un aveu de faiblesse de la part de directions qui toutes sont convaincues de leur légitimité et appellent la classe ouvrière à s'unir, à s'organiser démocratiquement, à choisir et élire ses représentants...

Le courant qui s'est exprimé dans ces élections, en rupture avec toutes les forces parlementaires, même minoritaire a besoin de se constituer en parti. Toutes celles et ceux qui y participent, les organisations, celles et ceux qui sympathisent avec lui ont leur place dans ce travail qui ne peut que s'opposer aux divisions au sein de notre camp. Les directions ne peuvent se contenter d'essayer chacune de « *surfer sur ce petit succès* » pour renforcer « leur » boutique « *à la force du poignet* ».

Les révolutionnaires non seulement ne craignent pas la démocratie mais ils en ont un cruel besoin, toute l'histoire le démontre. Le combat révolutionnaire est indissociable du combat pour la conquête de la démocratie par les travailleur-es. Les rivalités sectaires, fruit du repli sur soi, du manque de confiance dans nos idées et au final dans les travailleur-es, sont un frein au développement de notre mouvement.

Donner de la crédibilité à nos idées, unir les forces révolutionnaires pour aider à l'émergence du parti de l'émancipation des travailleur-es par elles et eux-mêmes

Nos résultats nous laissent certes modestes mais surtout critiques : les divisions privent nos idées de leur crédibilité. Sans impulser une dynamique unitaire et démocratique, aucune organisation seule ne pourra franchir le seuil critique qui permet de développer une influence de masse, de sortir de la situation d'un mouvement révolutionnaire divisé entre petites organisations pour aller vers l'ébauche d'un parti des travailleur-es.

Les mêmes organisations révolutionnaires qui affirment avec Marx que « *l'émancipation des travailleur-es sera l'œuvre des travailleur-es eux-mêmes* » ne leur font pas confiance et craignent les relations et le débat démocratiques sans lesquels aucun parti ouvrier révolutionnaire ne pourra voir le jour.

« *Votez pour une liste de travailleurs du rang, de retraités, de chômeurs, conscients d'avoir à s'organiser et à lutter pour défendre les intérêts des exploités et changer la société* » appelait Lutte Ouvrière. Comme s'il s'agissait d'appeler ceux qui ne sont pas conscients à soutenir ceux qui affirment l'être !

La campagne a fait la démonstration d'un réel courant dans le pays qui, à travers son vote, a affirmé se reconnaître dans les idées révolutionnaires, a dit sa conscience de l'urgence de la situation et sa recherche de perspectives en dehors des institutions. Un courant potentiellement bien plus large et riche mais que les rivalités et les pratiques autocentrées de chaque organisation repoussent.

Alors que le monde bascule, les acquis de cette campagne devraient permettre d'être un point d'appui, une étape vers un front démocratique des révolutionnaires dans la perspective d'un parti révolutionnaire, parti de l'émancipation par et pour les travailleur-es.

C'est dans un tel processus que pourront se mener les débats qui traversent aujourd'hui les différentes organisations et au-delà l'ensemble du mouvement révolutionnaire, en appelant les travailleur-es, les jeunes à s'en emparer, à les faire leurs sans crainte de passer les idées au crible de la critique, afin de faire de leur confrontation non une faiblesse mais au contraire une dynamique indispensable à la vitalité, à la vigueur d'un parti révolutionnaire démocratique des travailleur-es.

Isabelle Ufferte